

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-faux-cygnets-noirs-de-la-droite-argentine-et-europeenne>

Les faux « cygnes noirs » de la droite argentine et européenne

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : dimanche 19 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La notion de « cygne noir » récupérée de la tradition philosophique classique [Théorie du cygne noir] par Nassim Taleb, essayiste libanais résidant aux États-Unis d'Amérique, a son principal intérêt pratique dans la ferme réfutation de la possibilité des sciences sociales - spécialement d'une qui ne se reconnaît pas comme telle, la science économique - de prédire de façon rigoureuse les événements futurs. Le *cygne noir* est un événement inespéré qui produit un impact social fort et modifie le point de vue prédominant sur la situation avant même son apparition et transforme même rétrospectivement l'interprétation de cette situation ; la fonction de cet oiseau imaginaire est de mettre en crise les pronostics des techniciens et des hommes de science attachés à étudier les lois du comportement humain dans un lieu et à une date déterminée. Par exemple, l'attentat d'Atocha à Madrid du 11 mars 2004 fut un *cygne noir* ; selon une hypothèse assez répandue et jamais vérifiée, ce fait et ses dérivations politiques immédiates ont modifié le panorama des élections qui suivaient dans ce pays contre le PP et en faveur du Parti Socialiste espagnol.

La référence livresque tombe à point pour parler de l'utilisation ridicule de l'idée de Taleb que fait l'éditorialiste de *La Nacion* [quotidien de l'oligarchie argentine] le 9 juillet dernier, pour exercer un don qui n'a pas eu, jusqu'à présent, de précédents : la prévision d'un fait imprévisible. L'éditorialiste fait une pirouette verbale d'anthologie ; il dit que « l'oiseau qui survole pourrait ne jamais se poser » (sic). Ce qui est certain, c'est que si on peut le voir et qu'il ne se pose jamais, alors ce n'est pas un cygne noir, c'est autre chose. *La Nacion* [ou l'équivalent dans chaque pays] ne discute pas de théorie politique. Ce qu'il fait, c'est de construire un cadre de la situation politique actuelle, d'enregistrer l'existence d'un climat prédominant très favorable à la continuité du projet politique gouvernant actuellement et de détecter les points possibles de conflit qui pourraient conduire à une crise, de les hiérarchiser et de proposer un chemin d'action en le faisant passer pour une tendance inévitable de l'économie. Rien à voir avec Taleb. Pourquoi alors l'usage de cette métaphore zoologique ?

C'est clair, pour signaler de façon à ce qu'il n'y ait pas de doute, que seul un événement à grand potentiel désorganisateur et destructeur peut modifier la direction des événements. Et que cet événement peut seulement arriver dans un domaine, la question économique et particulièrement dans la monnaie. « *Le cygne noir dont nous nous occupons ici, est une situation de perte de contrôle de la conduite économique qui produit une réaction sociale chaotique. C'est, par exemple, le cas d'une panique sur les taux de change qui mène à imposer un corralito sur les dépôts et à accentuer le contrôle des changes* », explique sans aucune pudeur, l'éditorialiste.

Durant la dernière semaine, il semble qu'en Argentine la majorité des cygnes sont noirs. Une délégation de la police de la ville de Buenos Aires a exécuté l'ordre du juge fédéral, Bonadio, pour perquisitionner l'agence immobilière de Máximo Kirchner à Santa Cruz. Le domicile du journaliste Víctor Hugo Morales a été de façon surprenante perquisitionné au motif d'un embargo dicté dans le procès qui l'oppose à Cablevision [télé du Groupe Clarin, du quotidien du même nom et furieusement anti gouvernement actuel] ; un épisode où ont été employés la violence symbolique et le mauvais traitement à personne et auquel a participé l'avocat du Groupe Clarin. Écarté de la procédure de Hotesur, le juge Bonadio a lancé une série de nouvelles perquisitions dirigées cette fois contre le ministre Julio De Vido [Ministre de l'actuel gouvernement argentin]. Au passage, disons que ce juge là conserve son poste seulement grâce au soutien tacite des membres de l'opposition au sein du Conseil de la Magistrature ; tout vient de la relation d'une partie de la classe politique avec la partie la plus discrédité de la corporation judiciaire. Ce qu'il faut souligner ici, c'est que le bloc politique qui s'oppose à l'action du gouvernement de ces dernières années, mène une nouvelle offensive pour réviser, dans la pratique, ce qui est une conquête historique de la démocratie argentine : empêcher, comme on y est parvenu ces années, que la force de frappe des secteurs concentrés de l'économie génère une crise politique et l'altération des temps institutionnels comme moyen pour mener à bien leurs plans. Cela semble être le principal bien à défendre dans les prochains mois, le droit du peuple argentin [et des peuples en Europe] de décider de son avenir au moyen du vote dans des conditions d'ordre et de tranquillité publique.

Il est quasi évident que la principale ligne d'attaque sera économique - financière, comme l'exprime le dit éditorial de

La Nacion [et l'exprime aussi la presse en Europe]. En premier lieu parce que c'est le domaine dans lequel se concentre le pouvoir de décision des promoteurs du chaos. C'est là où ils ont leur force de frappe qui est la capacité de provoquer des situations de conflit à partir de la spéculation monétaire. En deuxième lieu parce qu'une panique sur les taux de change a un impact négatif immédiat dans la vie quotidienne des personnes et affecte directement la relation entre les personnes et la politique. Et le principal, c'est que des faits de cette nature se répercutent dans la rue, affectent l'ordre public, comme l'expérience nous l'apprend, malheureusement abondante au cours des dernières décennies, et ce serait la meilleure occasion pour mettre en scène d'autres prémisses de la droite pour générer une crise. Où est la clé du succès ou de l'échec du plan ? Certes, il y a un aspect, disons ainsi « objectif » de la question qui est le contrôle des variables qui peuvent ou non concourir à la création du désordre.

Etroitement liée avec la question politique-opérative, se trouve ce qui est toujours la clé des événements politiques : le climat social, les dites « perspectives » économiques ou d'un autre ordre, qui ne sont rien d'autre qu'un objet de dispute du pouvoir. Celui qui impose politiquement les perspectives prédominantes, sera le patron de la scène. La pression médiatique va augmenter de façon exponentielle dans l'étape qui vient. Et pas seulement d'ici à octobre, aussi dans le cas de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement qui a besoin d'être « aidé » et « bien conseillé » sur ses décisions immédiates. On pourrait même dire que, dans une certaine mesure, la pression augmentera quel que soit le résultat de l'élection. Parce qu'il sera très difficile pour n'importe quel gouvernement d'inverser le cours des politiques publiques dans le sens qu'exige l'*establishment* - dévaluation, ajustement sauvage, nouvel endettement, réduction de coûts pour le grand capital - sans le prologue du désordre économique et politique qui le désignera comme inévitable.

L'existence au sein des puissants du monde d'un climat absolument intolérant avec toute forme de résistance à la ligne d'accumulation illimitée de leurs profits, est évidente quand on jette un oeil sur les événements récents. L'axe des conflits s'est étendu ; ce n'est pas seulement contre le gouvernement du Venezuela, et celui de l'Équateur - deux pays qui vivent des étapes particulièrement tendues du conflit- ni la pression contre le gouvernement d'Evo Morales et, ni la ligne déjà stabilisée de déstabilisation dans notre pays : la férocité conservatrice du néolibéralisme s'est montrée à nue dans la façon dont laquelle l'Allemagne a tordu le bras du gouvernement populaire de la Grèce et l'a obligé à accepter sous la forme d'un « accord », la soumission néocoloniale de ce pays et la destruction de son tissu social.

L'*establishment* politico-financier-médiatique mondial n'est pas, comme on a l'habitude de le représenter, un « cercle » de gentlemen bien élevés et riches qui cherchent à avoir de l'influence sur la politique en faveur de leurs intérêts : c'est un ensemble de forces, de structures de pouvoir et d'orientations stratégiques disposé à employer n'importe quel moyen pour défendre sa domination.

S'il y a quelque chose d'important dans cette dernière longue décennie en Argentine et dans le monde, c'est l'illustration exacte de quelle est la ligne de partage dans la lutte pour l'avenir. Il est chaque fois plus clair que la frontière démocratie-autoritarisme fonctionne seulement si les significations de ces termes sont convenablement discutées. Quoi d'autre qui ne soit pas autoritarisme est ce que vient de révéler le conflit entre la Grèce et la troïka hégémoniste menée par l'Allemagne ? Que peut-on appeler démocratie en Europe, après les repréailles brutales de l'Union Européenne contre un pays qui venait d'exprimer sa volonté du rejet de l'ajustement et de l'austérité ?

Dans la presse hégémonique mondiale les termes de la discussion sont systématiquement mis à disposition de la stratégie politique dont ils parlent en leur nom. Les terroristes sont seulement les fanatiques musulmans, non les puissances qui occupent des pays, détruisent des villes historiques et tuent des centaines de milliers de civils. Démocrates, sont les pays qui respectent la sécurité juridique (le taux de profit) du capital bien qu'ils aient pour cela condamnés à la misère une grande partie de leurs habitants. Autoritaires sont ceux qui considèrent que la démocratie est le droit de s'autogouverner faisant peser le nombre au-dessus de l'argent. Dans la discussion de ce dictionnaire, dans la vision du monde qui dérive de cette discussion, se trouve la possibilité d'un avenir.

Dans les jours qui viennent cette tension s'intensifiera parmi nous [argentins et autres]. On cherchera à installer parmi nous que la crise et l'ajustement sont inévitables. Qu'ainsi le disent les lois économiques et que personne ne peut rien faire contre elles. Nous, en dernier ressort, nous serons ceux qui décideront.

Edgardo Mocca* pour [Página 12](#)

Título original : « Los falsos cisnes negros de la derecha argentina »

[Página 12](#). Buenos Aires, le 19 juillet 2015.

***Edgardo Mocca** est politologue, journaliste y professeur universitaire argentin.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la diáspora latinoamericana](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diáspora latinoamericana](#). Paris, le 19 juillet 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.